

À la périphérie des droits : travail, précarité et politiques publiques¹

Isabel Georges

Institut de recherche pour le développement et
Université fédérale de São Carlos

Cibele Saliba Risek

Université de São Paulo et
Université fédérale de São Carlos

Introduction

« ATRITO² est une ONG localisée dans la partie est de São Paulo. Association sans but lucratif, elle travaille pour le quartier Cidade Tiradentes avec l'objectif de diminuer les différences sociales. Fondée en novembre 1993, l'association a d'abord cherché à centraliser les efforts des mutualistes³ de la Cohab⁴ Cidade Tiradentes qui voulaient réduire le montant des remboursements de leurs emprunts immobiliers qui ne pouvaient être payés. A cette époque, ATRITO a mené 116 actions contre la Cohab-SP auprès de la Justice fédérale et a obtenu des jugements favorables en première instance devant la 13eme Vara da Justiça federal. Par décision judiciaire, les mutualistes ont commencé à faire des dépôts bancaires correspondant aux mensualités de RS 57 pour leurs appartements. Cette initiative en faveur d'une communauté défavorisée, qui aujourd'hui atteint 400 000 habitants, a fait augmenter le nombre des associés d'ATRITO qui a pu alors investir dans des projets axés sur l'insertion sociale et l'amélioration de la communauté. Outre la défense de ses associés, qui sont actuellement près de 20 000, l'association se donne pour mission de lutter contre les inégalités sociales et développe divers projets d'inclusion sociale qui reçoivent l'appui d'entités privées et d'organismes gouvernementaux ».⁵

ATRITO, par sa taille, son importance et la diversité de ses champs d'intervention, se distingue parmi les quelque 300 associations de Cidade Tiradentes. L'association occupe un grand terrain dans la Cohab, près de

¹ Une première version de ce texte a été présentée à la 32^e Rencontre annuelle de l'Anpocs à Caxambú, MG, Brésil.

² Associação de Mutuários e Moradores do Conjunto Santa Etelvina e Adjacências.

³ Ce terme est un équivalent approximatif de *mutuário* qui désigne celui ou celle dont le dossier a été accepté pour entrer dans le programme de logement social de la Cohab, toujours par l'accès à la propriété, à travers des prêts à taux préférentiels.

⁴ Companhia Metropolitana de Habitação de São Paulo.

⁵ Site www.ATRITO.org.br consulté le 4 septembre 2008.

quatre hectares, qui accueille un complexe sportif (piscines semi-olympiques, gymnase, etc.) « ouvert à la communauté », des programmes sociaux et la dite « coopérative » de travail, consacrée à la couture particulièrement. Cette activité, à la fois sociale et économique, occupe un grand hangar de près de 1 200 m² où, en 2008, travaillaient près de 90 couturières fabriquant du matériel sportif (tee-shirts, casquettes, ballons, mallettes, drapeaux, y compris le drapeau brésilien qu'on utilise dans les événements sportifs, comme les jeux olympiques de Beijing en 2008) ; ce travail est aussi effectué par d'autres travailleurs, dans les prisons ou à domicile. La coopérative représente l'un des plus grands fournisseurs du Ministère du sport du gouvernement brésilien avec lequel elle a un contrat. ATRITO développe encore d'autres projets sociaux en direction des enfants et des adolescents.

La recherche sur le terrain a commencé en mai 2007⁶. C'est par son adresse électronique que nous avons appris que l'association s'était attribuée le titre d'ONG. L'une des principales questions que ce texte pose se réfère justement à la façon de définir ce qu'est une association/ONG/coopérative/entreprise. Une telle définition ne se réduit pas à une simple dénomination, car d'elle dépendent des attentes, des pratiques, des formes d'action qui orientent les projets et les participants/membres/travailleurs/affiliés/assistés. Notre objet de recherche interroge la nature et la configuration d'une association qui s'est formée pour organiser, autour de la question du logement et de son financement, les habitants et les mutualistes du plus ancien et du plus important grand ensemble de Cidade Tiradentes, celui de Santa Etelvina, composée de près de 15 000 unités de logement. Ainsi le contexte urbain et social de l'association est devenu le point de départ nécessaire de la discussion que nous voulons développer.

1. Le contexte urbain : association, logement et travail

Ouvrons cette brève description de Cidade Tiradentes par un ensemble d'incertitudes. La première concerne le nombre d'habitants de ce district situé dans la banlieue est de São Paulo. Selon les données officielles, Cidade

⁶ La recherche de terrain a été réalisée dans le cadre d'une coopération bilatérale franco-brésilienne CNPq/IRD (N° 490571/2006-9) « Les nouvelles formes d'insertion dans le travail de populations à bas revenus » (2007-2011) Cf. Georges et Leite, 2012 ; Cabanes, Georges, Risek et Telles, 2011. Ce travail de terrain, de type ethnographique, a combiné des observations lors de séjours de longue durée, des entretiens biographiques réalisés à répétition et des relations construites originellement par Robert Cabanes, avec l'équipe des étudiants. Les entretiens ont été réalisés en général à domicile avec les habitants, les travailleurs et les militants des divers quartiers de Cidade Tiradentes.

Tiradentes avait, en 2000, 190 000 habitants⁷, une donnée fortement contestée par les habitants eux-mêmes, les mouvements sociaux et les associations liées à ce « morceau de terre ». Au cours d'une visite réalisée en mai 2008, nous avons obtenu un éventail de réponses qui variaient entre 200 000 et 600 000 personnes. L'impossibilité de connaître une donnée aussi élémentaire est révélatrice de la forte opacité qui enveloppe ce district : combien d'appartements sont-ils inoccupés ? Combien le sont-ils de façon illégale, (ce qui est impossible à savoir clairement) ? Combien sont-ils, venus se substituer aux premiers habitants, à avoir des contrats « *de gaveta* », c'est-à-dire, selon une modalité verbale informelle ? Les logements sont supposés accueillir une famille, or on retrouve la même absence de clarté en ce qui concerne les divisions, les expansions des logements, le nombre de familles en cohabitation etc., et cette imprécision, bien entendu, recouvre aussi les favelas proches comme « Jardim Maravilha » et « Buraco de Gato »⁸.

Cidade Tiradente se trouve situé à l'extrême Est de la capitale, à 35 kms de son point zéro. Le district abrite le plus grand parc de logements d'Amérique Latine, composé de 40 000 unités d'habitation, la majorité construite dans les années 1980 par la COHAB, la CDHU (*Companhia de Desenvolvimento Habitacional e Urbano* de l'État de São Paulo) et par de grandes entreprises de construction qui ont bénéficié des dernières subventions importantes octroyées par les pouvoirs publics pour la production de l'habitat social⁹. C'est un territoire hybride, modelé par le type d'habitat social, par ces grands ensembles qui ont été largement critiqués dans la littérature concernant les villes et le développement de l'habitat¹⁰. Parallèlement, ce lieu, dès sa naissance, se caractérise par un nombre significatif d'irrégularités, y compris sa localisation dans un périmètre protégé, car il est en continuité avec la zone du Parque do Carmo¹¹.

Le quartier a été produit comme un grand ensemble d'un habitat périphérique et monofonctionnel, du style quartier-dortoir, pour accueillir les populations déplacées par la réalisation de travaux publics. Les pouvoirs publics sont en grande partie responsables de ces expulsions. Il est important d'observer que le district ne possédait aucune infrastructure de base (transport, santé, éducation, commerces de proximité) si bien que cette carence a fait naître une réponse de type informel, pour ne pas dire illégal.

⁷ Source : Site www.prefeituraSP.gov.br, consulté le 4 septembre 2008.

⁸ Littéralement « Jardin Merveille » et « Trou du Chat ».

⁹ Au Brésil, l'habitat social a impliqué, depuis les années 40, des formes d'incitation précédant l'acquisition par les usagers de leur logement, grâce à des aides et des programmes publics de financement.

¹⁰ Cf. N. Bonduki, 1998.

¹¹ Mônica V. de Souza (2007) affirme, dans son mémoire de qualification pour le doctorat, que 72 % du territoire de Cidade Tiradente se trouve en zone protégée.

D'où l'apparition d'un grand nombre d'initiatives : ouverture de petits commerces dans des garages improvisés, mobilisations associatives et identitaires qui vont de la défense des droits au développement de programmes d'aides, y compris de création locale d'emplois et de revenus. À la fin des années 1970, on a commencé à construire des ensembles d'immeubles résidentiels qui ont modifié le paysage et le lieu a accueilli une quantité énorme de familles qui étaient en attente d'un appartement sur la liste des offices de logements sociaux¹².

Outre les grands ensembles, qui maintenant sont dominants dans la région et abritent près de 160 000 personnes qui font partie de ce qu'on appelle la « ville formelle »¹³, il s'est constitué une « ville informelle » faite de favelas, de lotissements clandestins et illégaux, et installée dans des zones privées où vivent environ 60 000 personnes. Cidade Tiradentes rassemble donc une population estimée à 220 000 personnes qui se trouve ainsi séparée par deux niveaux de pauvreté : la ville formelle dispose de 71 équipements de service public et la ville informelle de trois. Le revenu moyen du chef de famille varie de 500 à 1 200 reais dans la « ville formelle » et de 200 à 500 dans l'« informelle » ; l'analphabétisme va de zéro à 10 % dans la « ville formelle » tandis que dans l'« informelle », l'indice oscille entre 10 et 20 %¹⁴. Les zones occupées par la population de la « ville informelle » sont ces espaces laissés vides au moment de la construction des immeubles de la Cohab, aux abords des grands ensembles ou résultent de l'expansion de la tache urbaine¹⁵.

¹² L'attribution de ces logements repartis sur l'ensemble de la ville est réalisée de façon aléatoire, par tirage au sort.

¹³ Au Brésil, une partie de la littérature sur les processus d'urbanisation utilise beaucoup la distinction ville formelle/ville informelle ou encore ville légale/ville réelle. Ces distinctions et ces modes de classification sont enracinés, depuis longtemps, dans la pensée politique brésilienne (Brésil réel/Brésil légal) et dans la réflexion menée sur l'urbain. Les termes sont mis ici entre guillemets pour traduire notre distance par rapport à cette façon de comprendre le contexte du Brésil contemporain.

¹⁴ www.prefecturaSP.gov.br, consulté le 4/09/2008.

¹⁵ Il est nécessaire de commenter les frontières de la ville de São Paulo. Ces frontières sont les limites du territoire administratif de la ville et fréquemment se combinent avec d'autres municipes en expansion qui composent la Région Métropolitaine. Ce sont des territoires récents, constitués à la suite de l'occupation légale/illégal des franges de la ville, qui s'est faite au cours de ces vingt dernières années en fonction des terres disponibles et de leur destination. Cette disponibilité, en dehors des dites « périphéries consolidées », finit par déboucher sur une expansion limitée par des zones protégées qui se trouveront elles-mêmes absorbées. Ces territoires sont des cibles privilégiées des programmes sociaux, et facilement identifiables par leurs caractéristiques de pauvreté urbaine. Leur croissance démographique est bien plus forte que dans les autres territoires et districts de la ville. Ces terres urbaines, que l'on désigne sous des noms divers, hyper-périphéries, frontières, zones périurbaines, sont aussi des territoires où se sont multipliés les associations et communautés, les programmes publics et privés, les ONG, à faveur d'un processus de croissance alors que diminue le nombre d'habitants dans la dite ville consolidée. Entre 1990 et 2000, la ville de São Paulo dans sa totalité a augmenté de 1,4 % par an, mais cet indice correspond à une croissance

L'identité des habitants de Cidade Tiradente est directement liée au processus de constitution du quartier au rythme des interventions de l'État. Celles-ci avaient bien lieu dans d'autres parties de la ville mais provoquaient le déplacement de masses de population pauvre vers la périphérie est sans prendre en compte leurs besoins fondamentaux. C'est ainsi que se « résolvait » le problème des interventions de l'État et celui de marché immobilier. La population de Cidade Tiradentes est donc arrivée dans ces ensembles, poussée par les délocalisations, combinées ou non avec la « réalisation du rêve de la maison propre », là où cela semblait possible, dans les marges de la ville, sur des terrains où les propres pouvoirs publics ont construit de façon illégale, à défaut d'un autre endroit pour se loger. Le quartier fut également occupé comme lieu de passage, et non comme choix de destination, par une fraction de cette population qui cherchait à emménager autant que possible dans des quartiers plus consolidés. Dès le début, il se situe nettement à l'intérieur du processus de ségrégation socio-spatiale de la métropole paulista. District pauvre, frontière orientale du municipale, Cidade Tiradentes a accueilli la population de São Paulo depuis les années 1980. Le revenu moyen, en avril 2006, y est de 1,8 salaire minimum environ et celui d'une famille de 3 salaires minimums. En outre, près de la moitié (48,5 %) des habitants sont nés dans la ville de São Paulo et pour ceux qui n'y sont pas nés, leur temps de migration est extrêmement élevé, 22,3 ans¹⁶, ce qui vient confirmer un ensemble d'informations divulguées par la presse à grand tirage sur l'origine et le mode d'occupation initial du district, connu comme des « quartiers poubelles »¹⁷.

C'est dans ce contexte que s'amorce à Cidade Tiradentes le développement d'associations axées sur la question du logement et du remboursement de l'emprunt pour son acquisition, et précisément plus tard de notre association où se concentre un ensemble d'éléments qui se produit et se reproduit comme partie intégrante d'une même dynamique impossible à identifier : est-elle expression de l'État ou de la « société civile » dans sa

négative de la dite ville consolidée, de - 1,3 % par an et à une croissance démographique des frontières de 6,3 % par an. Voir H. Torres « Frontières urbaines » in <http://www.controdametropole.org.brabep2004>, consulté en avril 2006.

¹⁶ Cf. Centro de Estudos da Metrópole, Associativismo et Redes Sociais. Condições de acesso a políticas sociais para populações de baixa renda. Relatório de trabalho, mars 2008.

¹⁷ Dans l'original, « *caixote de exclusão* », NdT. Cf. Folha de São Paulo – Cidade Tiradentes est de sombre mémoire – 20 septembre 2003 : Les habitants les plus anciens racontent qu'ils ont été « jetés » dans ce lieu au début des années 1980, tout de suite après la construction des premiers logements. L'endroit était alors occupé par une fazenda datant de l'époque de l'esclavage avec encore la maison des esclaves et un pilori. Plus récemment, une partie de l'ancien siège de la propriété a été détruite pour faire place à un terminus de bus. Gilson Negão, directeur de la Société communautaire *Fala Negão* de la banlieue est, se souvient, par exemple, qu'une population en majorité noire du Bexiga avait été amenée là à la suite de leur expulsion de ces petits logements misérables qu'on appelle *cortiços*. « *il y eut des gens qui se sont perdus pendant des jours. Ils partaient travailler et ne retrouvaient plus leur maison en revenant* ».

dimension associative ? Il s'agit de distinguer la façon dont se combinent légalité et illégalité, programmes officiels et modalités d'exploitation du travail qui débordent les régulations formelles, assistancialisme des programmes officiels de lutte contre la pauvreté et la précarité des conditions de vie et production de légitimités ancrées dans la proximité et le favoritisme. Autrement dit, il s'agit d'identifier un objet qui comporte toutes ces ambiguïtés à la frontière ténue qui sépare formalité et informalité, travail social et exploitation/fonctionnalisation de la pauvreté, légalité et illégalité, et qui semblent participer à la texture même du processus de constitution du district de Cidade Tiradentes.

2. L'association et sa dynamique actuelle : Association de quartier, coopérative, ONG, un cas d'associativisme civil ?

À partir de la confrontation entre les diverses définitions de cette entité sociale et économique dans sa trajectoire récente, cette partie a pour objectif l'étude des relations entre l'État dans ses différents lieux et les « initiatives » de la société civile qui débouchent sur l'institution de « marchandises politiques »¹⁸. Ces éléments contribuent à déterminer les conditions sociales qui définissent le sens de cette expérience pour ceux et celles qui y travaillent.

L'association s'est étendue à la suite d'actions judiciaires gagnées qui ont autorisé le dépôt de mensualités de près de 50 à 60 reais sur un compte en banque et sa fiabilité est assurée par le fait que l'association reçoit de chaque habitant/mutualiste associé 15 reais par mois depuis le moment de sa fondation en 1993. D'où le nombre très important d'associés dans les ensembles de la COHAB ; ils débordent ainsi les limites du district de Cidade Tiradentes et représentent un total de 28 000 familles de mutualistes associés dans tous les immeubles de la COHAB de São Paulo.

Le grand ensemble Santa Etelvina, avec ses 15 000 unités d'habitation, a été terminé en 1992, la dernière année du mandat de Luiza Erundina de Souza (maire de la ville de São Paulo appartenant au Parti des Travailleurs).

¹⁸ Nous adoptons la définition que donne Misse (1997) de la marchandise politique : « toute marchandise qui combine des coûts et des ressources politiques (expropriées ou non de l'État) pour produire une valeur d'échange politique ou économique ». Misse démontre qu'il y eut un premier modèle de légitimité issu de ces procédés identifiés comme marchandises politiques et qui s'est constitué, historiquement, à partir de ce jeu de hasard illégal qu'est le *jogo do bicho*, et plus tard transféré à des relations régies par le narcotrafic. Le passage de l'argent sale à l'argent partiellement propre du *jogo do bicho* - et socialement considéré du moins par certains secteurs de la population comme socialement acceptable - fonde, à travers le partage de ces représentations communes, les liens organiques entre le légal et l'illégal, l'admissible et l'inadmissible et ainsi la possibilité de constituer un marché de relations.

Depuis lors, l'ancien comité de quartier, fondé en 1991¹⁹, a continué à négocier le montant des mensualités pour les appartements sous les mandats qui ont suivi (Maluf/Pita/1993-2001, maires conservateurs de la ville de São Paulo, appartenant au PPS-Partido Progressista), en prenant comme référence les mensualités versées pour l'acquisition d'un appartement équivalent dans le grand ensemble « Cingapura »²⁰. Le « capital initial » d'ATRITO a été formé par la valeur équivalente à la mensualité payée par les mutualistes et que l'association dit avoir consignée²¹, après avoir obtenu la tutelle légale en 1999, provoquant un saut quantitatif du nombre d'associés qui est passé de 700 à 14 000. Les procès successifs ayant été gagnés, le cas du grand ensemble Santa Etelvina a fait jurisprudence, ce qui a élargi le périmètre géographique de la localisation des mutualistes associés, et affermi la légitimité et le pouvoir économique de l'association. Ce circuit « légal » de source de revenu et de légitimité a permis l'amorce de la trajectoire « prédatrice » exceptionnelle de l'association. Elle est ainsi entrée dans un cercle vicieux où se créent, grâce à la production et à l'échange des « marchandises politiques », des interrelations entre création d'emplois et de revenus, exploitation de l'exclusion, et production et satisfaction d'une demande de pacification sociale. Les conflits sont inexistantes et la légitimation obtenue à travers les pratiques d'assistance et d'allègement de la misère conduit les sociétaires à consentir à son action. C'est ce que démontrent l'expérience et l'histoire de l'association.

L'Association ATRITO est créée en 1993 par ses deux présidents fondateurs. L'un des deux, ancien habitant du lieu²², est l'actuel président financier. Le président est avocat et ancien opérateur financier qui a fait faillite en 1992, date à laquelle il est venu vivre avec sa famille à Tiradentes ; sa femme a ouvert un atelier de couture lié à la coopérative pour la fabrication de ses vêtements personnels avec des couturières plus expérimentées. Après avoir essuyé dans la rue en 1996 le tir de six balles et reçu deux, qu'il a toujours dans le corps, le président ne passe plus par cet endroit. L'association a établi un accord avec la police militaire et les pompiers pour que soient construits un poste de police plus rapproché et un chenil (... récemment supprimé). L'association avait comme fonction initiale la négociation de la dette des mutualistes. Avec la conquête de la tutelle anticipée et autres jugements favorables ont été mises en place des activités sociales et économiques, comme la construction d'un complexe multisportif

¹⁹ Le comité est devenu association en 1993 pour éviter l'expulsion de ceux qui n'avaient pas pu, pour des raisons financières, en raison des frais d'avocat, aller devant la Justice Fédérale.

²⁰ Programme de production de logement social vertical dans les favelas de la ville de São Paulo sous le mandat de Maluf.

²¹ Mécanisme juridique de paiement par intermédiaire et concentré dans un tribunal de justice.

²² En 2008, aucun des deux ne vivait à Cidade Tiradentes avec sa famille.

avec terrain de sport, gymnase et centre médical, etc ; le partenariat avec la police, défini par les acteurs eux-mêmes comme un travail de « pacification », s'est développé lors de la création en 2004 de la coopérative de couture. On a construit un hangar, où s'est installée la coopérative, et acheté le matériel, plus de 30 machines de tout genre, une table de coupe et des postes de travail pour la confection des ballons. Le matériel a été en partie financé par une grande banque privée et par l'État. Grâce à l'intervention de celle qui était alors l'épouse du gouverneur de l'État de São Paulo, Lúcia Alckmin, la coopérative a obtenu son premier contrat avec l'entreprise de jouets « *Estrela* », pour fabriquer des vêtements de poupée payés 10 centimes la pièce. Comme elle avait des difficultés à se faire payer des montants jusqu'à 17 000 reais environ correspondant à 3, 4 mois de travail, la coopérative a commencé à fabriquer ces cadeaux que distribue Macdonald, entre autres. La coopérative avait eu l'idée d'organiser un « événement » et d'essayer d'avoir des contrats avec certaines entreprises privées. Elle est arrivée à contacter l'Association Brésilienne des Industries Textiles (ABIT) mais ce « partenariat » a échoué à cause de l'intervention du maire d'alors José Serra, qui aurait agi à l'intérieur de l'ABIT, argumentant que l'opération de l'association ne serait pas légale, *car elle était installée sur un terrain occupé*. Mais, avec l'appui de relations personnelles à l'intérieur du PCdoB (*Partido Comunista do Brasil*), à partir de 2005, la coopérative a établi un « accord » avec le Ministère du Sport du gouvernement Lula, signé d'abord par Agnelo Queiroz (premier mandat du gouvernement Lula) et poursuivi avec Orlando Silva, également du PCdoB²³. C'est alors que la coopérative a lancé deux « projets sociaux » « *Pintando a Cidadania* » et « *Segundo tempo* » et est devenue l'un des premiers fournisseurs de matériel scolaire (ballons, casquettes, sacoches, tee-shirts) du Ministère, destiné aux projets d'activités extra-scolaires pour enfants « démunis » (*Segundo tempo*). Ceux-ci se sont développés dans le sillage de l'association qui a été choisie à cause de l'infrastructure dont elle disposait (une infrastructure qui n'était pas financée par le Ministère, car elle n'avait pas été construite dans la légalité) et qui pouvait accueillir 5 000 enfants hors période scolaire (le Ministère octroyait près de 15 reais par enfant et par jour). La coopérative a alors vraiment démarré. Ce client fixe, et toujours solvable, passe par an une commande de 250 000 tee-shirts²⁴ à un coût de huit reais l'unité, 250 000 casquettes outre les sacoches. Cette production, en 2007, a représenté une valeur approximative de 4,5 millions de reais. Selon la direction, près de 30 % de ce montant correspondaient au coût de la main d'œuvre, le restant à

²³ Cf. Folha de São Paulo du 2 mars 2008 « Ministère donne 14 millions de reais à des ONGs du PCdoB ». L'article relate que le Ministère a accordé entre 2006 et 2007 5,2 millions de reais à la Confédération nationale des associations de quartiers, dirigée par des membres du Comité Central du PCdoB, entre autres.

²⁴ Les données relatives au nombre de pièces à fabriquer, au volume des commandes (tee-shirts, casquettes, sacoches, drapeaux) ainsi que le nombre d'enfants entrant dans les « programmes sociaux » sont imprécises, variant selon la source et le moment du recueil de l'information. Ce commentaire est valable également pour les données concernant le district de Cidade Tiradentes et permet de vérifier l'opacité des relations qui se tissent, empêchant une lecture plus claire et plus objective, à cause de la porosité de ce qui est légal et illégal.

l'achat du matériel. La coopérative, où travaillaient directement près de 300 couturières pendant le premier semestre de 2007, a connu des difficultés financières à cause de l'irrégularité du paiement (le retard dans la régularisation des comptes a paralysé la production presque un an). En 2007, au total, ce sont près de 600 personnes qui ont travaillé dans la coopérative, y compris les habitants de la région et les prisonniers qui cousaient les ballons à partir des « kits de couture » qui leur étaient remis et pour lesquels ils étaient payés à la pièce. Les couturières de la coopérative sont payées à la tâche, ce qui suppose des variations individuelles, les jeunes sans qualification, recrutées localement, font les finitions et celles qui ont de l'expérience (toutes ont l'expérience de l'usine), et ont souvent plus de 45 ans, sont affectées à la ligne de production. Elles reçoivent, selon nos informations, un revenu mensuel entre 500 et 2000 reais. Elles ne bénéficient pas de tickets-restaurant, de bons de transport, ou autres avantages. L'inscription à la Sécurité sociale est optionnelle. En 2008, la coopérative fait travailler environ 90 couturières, sélectionnées en février (seules 15 couturières sont restées un an à la coopérative sans contrat de travail, cherchant du travail en sous-traitance pour des entreprises textiles localisées dans le quartier du Brás)²⁵. Elle a obtenu un contrat pour fabriquer 7 000 drapeaux brésiliens, contrat qui a la priorité sur les autres commandes. Chaque sportif brésilien qui a participé aux Olympiades de 2008 a porté un drapeau fait par ATRITO et reçu une brochure de l'association, lors des jeux olympiques de Beijing.

L'association a un parcours marqué par l'occupation illégale d'une large étendue de terre publique où elle a construit son siège et par la constitution d'un ensemble varié de « partenariats », depuis le poste de police de Cidade Tiradentes (selon les témoignages recueillis, ce lien ne s'est pas maintenu) jusqu'à des entreprises comme le Groupe *Silvo Santos*, un grand groupe axé sur les médias et moyens de communication, ou encore les prisons où l'on coud les ballons de football et de basket. Elle a joué les intermédiaires pour l'embauche de main d'œuvre pour des magasins comme *Casas Bahia* et *Lojas CEM* qui vendent principalement de l'électroménager, en faisant de la publicité pour leurs bonnes conditions de crédit. Elle a même des « partenaires » importants comme le Ministère du Sport du Gouvernement Lula qui a visité le siège de l'association en décembre 2007. Le fait que diverses entreprises privées (de service) ont recherché ATRITO, en 2008,

²⁵ C'est une des questions qui méritent d'être posées. Pendant la période d'oscillation dans la production et l'achat du matériel produit, les quelques travailleuses qui sont restées, ont travaillé de leur propre initiative parallèlement aux autres ateliers de couture du quartier, fournissant des pièces de lingerie pour des entreprises du Brás (quartier traditionnel de l'industrie textile localisée au centre de la ville). Elles travaillaient pour des boutiques ou pour la « *feirinha da madrugada*, un marché de rue de produits textiles, d'origine variée, qui attire une clientèle nationale et internationale, et où se mélangent la vente formelle et informelle, en gros et au détail). Selon les mots du directeur « elles mêmes se sont débrouillées pour continuer à travailler ».

pour effectuer un travail d'intermédiaire pour la sélection et le recrutement de main d'œuvre, permet de mesurer le degré de reconnaissance sociale et économique qu'elle a atteint. Avec un capital considérable entre ses mains, sans compter un capital symbolique appréciable, ATRITO développe aujourd'hui diverses actions qui la placent entre le travail social d'une ONG, pour utiliser une dénomination auto-attribuée, une « catégorie autochtone », et un entrepreneuriat qui réalise son processus d'accumulation en liaison avec un univers de « marchandises politiques ». Dans ce cas, il a été possible d'observer comment avaient opéré ces marchandises politiques dans des contextes variés et selon des modalités qui recouvraient depuis le transfert de légitimité politique et économique par le gouvernement fédéral, des facilités accordées grâce à des relations personnelles entre membres du même parti (le PCdoB) dans l'État de São Paulo jusqu'aux relations personnelles et clientélistes établies avec le gouvernement de l'État (Lúcia Alckmin), avec des groupes d'entrepreneurs, et des fondations entrepreneuriales présentes dans l'association locale. La présence des travailleurs eux-mêmes parfois se voyait transformée en marchandise politique (base d'appui, votes, etc.) dans la mesure où ils constituaient obligatoirement le public des manifestations du PCdoB à São Paulo.

En reprenant l'idée centrale de l'argumentation de Michel Misse (1997), l'« efficience » des marchandises politiques, et leur circulation, dépendent de l'existence d'un marché où elles peuvent circuler. Leur existence est liée à une « demande sociale », c'est-à-dire à l'adhésion commune, qui peut être ambiguë ou partielle, de la population à la légitimité que leur donne le partage d'une même représentation sociale²⁶. La façon dont l'association présente ses actions « pour la communauté » sur son site internet (cf. extraits cités plus bas) indique très clairement comment elle contribue activement à la construction constante de ce consentement, comment elle crée une demande sociale pour des « projets sociaux », c'est-à-dire une œuvre de pacification sociale qui permet d'éviter d'autres formes d'expression plus politisées, comme les revendications et les luttes pour les droits. L'intervention de l'État lui-même gagnerait en légitimité à travers la décentralisation et la régulation de ses politiques sociales, et ses liens avec l'association malgré le glissement qu'elle opère vers l'illégalité et son

²⁶ Dans son article (1997, op. cit.), l'auteur prend l'exemple d'un citoyen qui a une contravention le matin et qui préfère donner un bakchich au policier plutôt que de la payer. Or le soir, en lisant le journal, il se plaint de la corruption des politiques, exprimant très bien l'ambiguïté de cette légitimité et l'adhésion paradoxale de la société à ces valeurs exigées pour son fonctionnement, d'où la perméabilité constante du légal et de l'illégal. Au cours de cette discussion, le même auteur affirme « *Tout se passe comme si il n'y avait aucune incohérence et comme si le marché informel illicite qu'il a fréquenté le matin fût totalement différent de ce que, lui, critique maintenant le soir. Les deux, le policier et le citoyen se sont compris, la même représentation a parcouru et légitimé la transaction* ».

adhésion à des pratiques de « moindre coût ». *Les programmes et les lignes d'action sont ainsi présentés sur son site :*

« Segundo Tempo » dans ATRITO

C'est un programme du Ministère du Sport en partenariat avec ATRITO qui a pour objectif principal de réaliser l'inclusion sociale des enfants et des jeunes en situation de risque à travers des activités sportives, de loisir, de soutien scolaire et alimentaire, accompagnement pédagogique, médical et odontologique. Le programme concerne 6 500 enfants et jeunes entre 5 et 17 ans. Le 25 janvier, ATRITO a signé une nouvelle convention avec le Ministère du Sport qui élargit ce nombre à 25 000. Avec cette nouvelle convention, ATRITO s'implante dans d'autres quartiers et municipes relevant du programme Segundo Tempo.

Projet Guri – Pôle ATRITO

Inauguré dans le quartier Cidade Tiradentes en août 2005, en partenariat avec l'Association Projet Guri et le Secrétariat à la culture de l'État, le Projet Guri-Pôle ATRITO a recours à la musique pour développer les talents et les potentialités des enfants et des adolescents de zones démunies sur le plan culturel, donnant à cet art un rôle dans la construction de la citoyenneté. Dans ATRITO, le projet accueille des enfants et des adolescents entre 8 et 18 ans. L'inscription est gratuite et aucune sélection précède l'enseignement musical d'instruments à cordes, à vent, à percussion, pour la formation d'un orchestre et d'une chorale. ATRITO est en train de constituer une chorale et un orchestre composé de 350 enfants et jeunes de la communauté.

Le Projet Guri a été créé par le Secrétariat à la culture de l'État en 1995. Il comprend actuellement 11 pôles implantés dans tout l'État de São Paulo et bénéficie à 23 000 enfants et adolescents.

Pintando a Cidania

C'est un programme du Ministère du Sport en partenariat avec ATRITO qui a pour but la création locale d'emplois et de revenus. Il a été implanté dans le quartier Cidade Tiradentes, dans la partie est de São Paulo en janvier 2005 (...); en plus de promouvoir l'insertion sociale par la création d'emplois et de revenus, il contribue aussi au développement socio-économique du quartier (...). Participent au programme des hommes et des femmes résidant dans le quartier Cidade Tiradentes et ayant entre 18 et 60 ans. Ces personnes travaillent dans l'entreprise d'ATRITO qui est une coopérative de fabrication de tee-shirts, casquettes, drapeaux, bermudas et d'impression de tee-shirts.

Toutes les pièces produites par le programme avec de la main d'oeuvre de la communauté sont fabriquées pour les enfants et les jeunes de tout le territoire national qui participent au programme Segundo Tempo. Après une année d'existence, le programme a créé dans le quartier de Cidade Tiradentes 540 emplois. Les participants de Pintando a Cidadania perçoivent des salaires mensuels entre 500 et 2000 reais.

L'importance de Pintando a Cidadania pour le quartier Cidade Tiradentes

Cidade Tiradentes est un quartier de près de 400 000 habitants (...) Ses infrastructures se limitent aux écoles, à un poste de police, deux compagnies de la police militaire, 12 postes de santé, quelques crèches, deux marchés de taille moyenne et un terminal de bus (...) Avec l'arrivée du programme Pintando a Cidadania, on a pu répondre à une des plus grandes carences du quartier, l'emploi. Il a été ainsi possible d'offrir des emplois à des personnes qui avaient peu de chance d'en trouver sur le marché du travail comme des femmes de plus de 40 ans, des jeunes entre 18 et 24 ans, sans qualification professionnelle, d'anciens prisonniers et des personnes porteuses de problèmes particuliers²⁷. (...) O Pintando a Cidadania est parvenu à rétablir la dignité et la citoyenneté de nombreuses familles de Cidade Tiradentes.

Ecole de Sports olympiques

Créées en 2006, ces écoles ont pour objectif principal de former de jeunes athlètes olympiques. Les enfants et les adolescents qui participent au programme Segundo Tempo dans ATRITO et qui montrent des aptitudes pour certains sports sont incités à intégrer l'école de sports olympiques d'ATRITO. (...)

Face à la « décentralisation » des politiques sociales, liées à un processus de transformation des relations entre l'État et la société civile nouées dans la lutte contre la pauvreté, apparaissent de nouvelles médiations, qu'on pourrait

²⁷ Le recours au travail de prisonniers permet de faire, sur de nombreux points, le lien entre le système carcéral et le travail. Le travail de couture des ballons n'est pas l'exclusivité des prisonniers. Une partie de ce travail est aussi réalisée à domicile. Ce recours au travail de prisonniers fait écho aux maisons de travail, les *workhouses*, mentionnées par Foucault en diverses occasions, spécialement dans *Le Pouvoir psychiatrique* (2003). Plus largement, l'exploitation de la pauvreté et la situation de proximité entre travail social, entrepreneuriat et auto-emploi renvoie à la généralisation de la forme entreprise pour et contre le marché, dont parle aussi Foucault dans la *Naissance de la Biopolitique* (2004).

rapprocher de la notion de « marchandises politiques »²⁸ ; ces nouveaux « entrepreneurs moraux » (H. Becker, 1963)²⁹, hautement qualifiés, revendiquent le lieu laissé vacant par l'État. Voici ce que dit un des directeurs au cours d'un entretien en mars 2008 : « (...) *c'est pour cela que les gens disent que c'est nous le pouvoir public dans Cidade Tiradentes (...)* L'adjoint au maire d'ici dit que nous voulons être un pouvoir parallèle. Non, le pouvoir parallèle c'est vous, maintenant que vous êtes entré ».

3. Les travailleurs sont-ils les maillons perdus de la « mondialisation par le bas » ?

Les hommes et les femmes qui travaillent dans la coopérative, à la fois sujets et assujettis à cet ensemble complexe de dispositifs, ont fini par se transformer dans leurs pratiques et leur propre existence en « marchandises politiques », en atouts utilisables dans les relations entre l'association/entreprise et l'État³⁰. Sans médiation aucune, ils sont sommés de participer aux événements politiques ou aux manifestations du PCdoB, sous peine de perdre le paiement de deux semaines par événement auquel ils n'auraient pas participé. Ceci est le point extrême d'une logique d'instrumentalisation du travail et d'un ensemble important de glissements et de porosités entre travail social et exploitation, entre une organisation non gouvernementale sans but lucratif³¹ et une entreprise qui réalise son « accumulation primitive » avec l'enrichissement objectif de ses dirigeants et administrateurs. C'est en quelque sorte une version du passage de l'argent

²⁸ Une citation de Misse (1997) pourrait éclairer les affirmations contenues dans ce paragraphe: « *Ce qui distingue en général une activité économique formelle d'une autre informelle est sa plus ou moins grande subordination à la réglementation de l'État. Qu'on ne pense pas cependant que ces activités soient entièrement séparées et qu'elles constituent des secteurs bien démarqués (...)* Différentes formes de flexibilisation informelles entrent dans la constitution d'entreprises économiques formelles et l'informalité illégale de certaines activités économiques peut en même temps correspondre à des entreprises formelles en façade et même mobiliser des ressources dans des entreprises légales. Des réseaux sociaux multiples et complexes se développent à partir de ces différentes stratégies d'acquisition légales et illégales, mettant en relation des mondes que l'imaginaire moral préfère penser comme totalement séparés ».

²⁹ Ce concept d'« entrepreneurs de morale » a été forgé par H. S. Becker (1963) dans son analyse de l'usage de la marijuana, pour analyser le travail de lobbying, visant à étiqueter une activité comme légale, l'usage de drogues par exemple : la consommation n'est pas une activité contraire aux normes sociales en vigueur « par nature », mais par le travail de délégitimation de cette activité. L'usage de ce concept est proposé ici dans un sens inverse, celui d'une recherche de légitimation d'activités formellement illégales.

³⁰ Ceci peut être un usage relativement libre de la conceptualisation utilisée et développée par Misse.

³¹ Dans une conversation informelle au cours d'une visite de terrain, le directeur a avoué aux chercheurs qu'il lui fallait quitter Cidade Tiradentes, entre autres raisons, parce qu'il avait gagné beaucoup d'argent « avec ça ici ».

sale à de l'argent propre à travers l'acquisition de biens immobiliers, de voitures etc. Dans ce processus, c'est l'ambiguïté des situations qui permet la production même de la légitimité : la diminution du chômage, la possibilité de travailler grâce à la proximité entre lieu de travail et habitat, l'accès à un emploi et à un revenu³² ; tous ces éléments permettent d'occulter les relations de travail objectives ainsi que les processus de spoliation résultant de l'usage abusif et de la dérégulation du travail. Il faut d'abord mettre en évidence les relations autoritaires et hiérarchiques comme la « gestion », la sélection et le licenciement des travailleurs selon les convenances personnelles de la direction. Ont été ainsi « éliminés » les maillons les plus fragiles et les moins dociles ; les relations de travail sont soumises à des pressions pour que soient atteints les rendements, en dehors de toute représentation collective ou forme d'organisation des travailleurs. Au lieu d'une gestion collective, ce qui a cours c'est une absence d'assemblée, l'interdiction de tout débat, une totale absence de droits, des formes de discrimination vis-à-vis des travailleuses qui sont des mères en charge de famille, des femmes enceintes, malades etc... ou de rabaissement continu pour celles qui ne peuvent échapper à ce type de traitement. Au lieu de constituer un cadre privilégié où seraient respectés les droits des travailleurs les plus vulnérables sur le plan économique, où seraient créés des espaces « alternatifs » de production, la légitimité et les ressources obtenues à travers l'association avec le gouvernement ont été transformées en instruments d'exploitation dans des conditions proches de celles de la première révolution industrielle. Tout au long de la recherche, on a observé une impossibilité pour les travailleurs de se constituer en sujets dans les relations de travail, une fonctionnalisation de la misère unie à l'annihilation de l'action et des sujets politiques. Ce contexte est décrit malgré cela par une partie des travailleuses interviewées comme une « bénédiction », une expression qui traduit bien l'intériorisation de l'hétéronomie et du favoritisme et une façon d'assimiler la déqualification que renforcent les

³² Il convient de mentionner ici deux facteurs distincts : le premier concerne une divergence dans l'information donnée par la direction et par quelques travailleurs. Tandis que la direction et l'adresse électronique affirment que le recrutement est strictement local et que les qualifications non disponibles localement s'acquièrent sur le tas (il s'agit de la production du « bon travailleur »), certains travailleurs nous ont dit être arrivés à la coopérative par annonces parues dans le journal et qu'ils n'habitaient pas Cidade Tiradentes. Ce facteur se trouvait amplifié par la nécessité de recruter des travailleurs ayant une expérience du travail en usine et des qualifications pour le travail comme l'avaient montré les entretiens (toutes les femmes interviewées avaient une expérience antérieure dans un atelier de couture et/ou en indépendantes, travaillant à domicile). Le second facteur concerne la nature même du travail effectué, quand nous avons demandé si la préparation du tissu pour la coupe du tee-shirt ne pourrait pas être facilitée, un des directeurs nous a répondu « *mais l'objectif est de donner du travail et non de l'économiser* ».

mauvaises conditions et le manque de ressources et de droits³³. Par ailleurs, notons aussi qu'apparaissent des conflits et que des plaintes individuelles font l'objet d'actions en justice, ce qui montre clairement l'existence de manifestations d'opposition et de refus des conditions de travail et de l'arbitraire. Contrairement à ces attitudes de consentement et de gratitude que la coopérative aimerait présenter sur la scène publique ou sur son site internet (cf. plus bas) les travailleuses adoptent des comportements et des relations au monde, y compris au monde du travail, qui ne sont pas toujours dictés par la soumission.

Pintando a Cidadania change la réalité des femmes du quartier (un texte de Gisele Rosa³⁴)

Le chômage n'est plus un problème dans la vie de la couturière Maria de Rosário de Fátima Macedo de Acevedo (47 ans). Elle habite le quartier Cidade Tiradentes, à l'extrême Est de la capitale paulista dans un appartement de la Cohab. Mère de six enfants, elle participe aujourd'hui au programme Pintando a Cidadania d'ATRITO ;

Dona Fátima raconte que cet emploi est la meilleure chose qui lui soit arrivée dans sa vie. Avant de travailler dans ATRITO, elle était restée 10 ans sans travailler et elle en a eu la possibilité avec l'implantation du programme Pintando a Cidadania dans le quartier de Cidade Tiradentes. D'après Fátima (...) « en travaillant ici j'ai pu m'acheter une télévision, une machine à laver et même commencer la rénovation de mon appartement ». Fátima dit qu'elle perçoit un salaire mensuel de 1 500 reais. Jamais elle n'aurait pensé qu'elle aurait pu trouver un emploi comme ça à Cidade Tiradentes.

La couturière Beatriz Marcelino de 55 ans est un autre exemple (...) L'intégration au programme fut pour dona Beatriz une véritable victoire. Aujourd'hui elle aide son mari pour les dépenses de la maison où habitent aussi deux enfants et six petits-enfants.

Les trois trajectoires professionnelles et familiales que nous présentons ici brièvement (celles de deux femmes et d'un homme) révèlent une certaine diversité en ce qui concerne l'autonomie des comportements et l'adhésion à l'idéologie de l'association. La première personne interviewée est peu indépendante alors que c'est elle qui assume principalement la charge de la maison avec 5 petits-enfants en bas âge, et sa fille qui ne travaille pas mais

³³ La coopérative licencie des travailleurs fréquemment, et comme il est souligné dans certains entretiens, d'une façon arbitraire. Ces travailleuses interviewées, qui ont des positions critiques, indiquent l'utilisation d'injures et de mauvais traitements pendant la période de travail. Nous avons aussi pu constater l'existence d'horaires et un temps limité pour aller aux toilettes.

³⁴ Il s'agit de la fille du directeur financier qui « emploie » aussi sa femme et son fils.

elle a, dès l'enfance, intériorisé l'hétéronomie. Le deuxième cas est marqué par une référence forte et récente à un passé meilleur où existait une réelle autonomie dans le travail. Le troisième présente une expérience de plaintes et d'actions en justice concernant le travail. Ce travailleur bénéficie d'une assurance-chômage qu'il touche tout en travaillant dans la coopérative ; il peut s'insérer dans une autre activité à cause de sa qualification et de son âge (il n'habite pas Cidade Tiradentes).

Bondade, 58 ans, noire, est la plus ancienne couturière de l'association (elle travaille depuis 5 ans dans la coopérative). Très qualifiée, elle enseigne aux autres les nouvelles tâches. Elle est née à São Paulo, dans le quartier de la Penha. Elle est la plus jeune de quatre enfants, un père alcoolique, perd sa mère à l'âge de huit ans et commence à travailler à neuf dans une famille comme « bonne à tout faire », tout en fréquentant l'école publique le matin jusqu'à la dernière année de l'école primaire. Elle a été élevée par sa grand-mère, deux tantes (l'une avait un bar et était couturière, l'autre travaillait dans le tissage) et sa première belle-mère dans la banlieue est de São Paulo. Entre 11 et 13 ans, « elle a été pratiquement élevée » par un couple (l'homme était ingénieur). Elle s'occupait de la maison et du linge. Elle apprend à coudre dans une petite fabrique d'édredons, dans le quartier de Liberdade (quartier central de la ville de São Paulo) (...) où elle commence à travailler à 13 ans. A 16 ans, elle abandonne l'école en fin de la première année du secondaire, quand elle va travailler dans un atelier de couture. Durant cette période, elle habite à nouveau avec son grand-père. Lorsque son patron part en province, elle commence à travailler comme couturière dans le quartier du Bom Retiro (autre quartier central). Grâce à son expérience antérieure, elle apprend vite et couds des bikinis, des chemises etc. A 21 ans, elle se marie pour la première fois. De ce mariage naîtront trois enfants (1974, 1975 et 1980). Le mari, qui est chaudronnier, travaille dans la métallurgie. B. habite le quartier d'Ermelino Matarazzo, dans la banlieue nord, et ouvre un atelier de couture dans une maison louée avec son beau-frère mais « *ça n'a pas marché* ». Ils ont travaillé en sous-traitance pour une grande entreprise locale, avec une collègue qui faisaient travailler six couturières (fabrication de jeans). Elle se sépare de son premier mari en 1980 (...). Pendant quatre ans, elle a plusieurs emplois, la plupart du temps, sans contrat de travail, fait le week-end des ménages, sans être déclarée, pour pouvoir élever ses trois enfants. Elle vit avec son compagnon actuel (un mécanicien d'ascenseur à la retraite) qui travaille également dans le cadre d'ATRITO (manutention, construction) depuis 1986 (il était camionneur à l'époque). Le couple fréquente un temple bouddhiste. « *Tout est affaire de courage et du courage j'en ai et je suis décidée à faire ce qu'il faut pour arriver (...) Jusqu'où peut-on aller si on en a de la volonté ? Il y a longtemps que j'ai décidé que rien ne m'en empêcherait. Rien, rien* ». Elle a appris la couture à son mari, comme aux autres membres de la famille.

En 1989, elle a passé un concours public au tribunal de justice (deux de ses sœurs travaillaient dans le secteur de l'administration) et a travaillé dans le nettoyage à la rue Vergueiro et à São Miguel (quartier de la banlieue nord).

En 1992, elle quitte son appartement, pour aller vivre à la Cohab à Cidade Tiradentes (elle était sur la liste d'attente), pour cesser de payer un loyer. En 1996, on la licencie parce qu'elle a manqué le travail. Elle reste avec les enfants à la maison quand son mari travaille dans une entreprise. B. : *« j'ai perdu mon travail parce que j'avais peur à Tiradentes, à l'époque, c'était très dangereux, maintenant c'est tranquille, un vrai paradis, mais à l'époque où j'ai emménagé, c'était affreux, il y avait des bandes de gamins prêts à s'entretuer (...) J'avais peur de laisser mes enfants seuls »*. En 1997, un de ses fils se fait assassiner, il s'était mis en affaire avec le gendre, qui était un bandit ; il est mort aussi. De 1996 à 2003, quand elle est entrée dans la coopérative, elle a continué à faire des petits boulots de couture et de nettoyage. *« Ici je travaille et je touche. J'avais besoin d'un endroit comme ça, j'arrive et je travaille. Je suis ici depuis 5 ans bien ou mal, mon salaire est un peu juste ou même je ne gagne pas toujours »*. Actuellement, elle habite avec son mari (72 ans) et deux autres enfants (une fille et un garçon) à Cidade Tiradentes dans son appartement de la Cohab, avec ses 5 petits-enfants entre 4 et 15 ans. B : *« j'ai élevé mes enfants, je n'ai jamais éprouvé de la rancœur, de la révolte, on finit toujours par vaincre, si on se révolte contre le monde, on finit par tomber dans l'alcool, ou dans la drogue (...) »* .

Flora, 54 ans, a travaillé toute sa vie comme couturière dans sa ville natale à Teresina (Piauí) ; fille de paysan, elle a fait des vêtements sur mesure. Elle se marie à 15 ans et va vivre à Teresina, son mari a travaillé dans l'agriculture et dans la vente. Le couple se sépare après 18 ans de mariage. Flora arrive à São Paulo à Cidade Tiradentes en 2002, avec sa famille (sa mère et les deux filles) et son second mari, vendeur de poisson dans le Piauí, qui meurt à São Paulo en 2003. Aucun membre de la famille n'a de travail. La mère, maintenant retraitée, est la seule source de revenus. Pour survivre elle se met à la collecte des ordures avec son fils (recyclage). Elle a travaillé aussi un an avec une sœur et une belle-sœur (2005-2006) dans la coopérative comme « modéliste » (elle a même travaillé pour la femme du président de l'association). On ne l'a pas gardée parce qu'elle a protesté contre les inégalités de salaire des couturières et en particulier le fait d'être payée à la tâche, ce qu'elle trouvait injuste, aussi contre les humiliations fréquentes. F : *« Ben, moi je trouve que c'était une très grande humiliation de comparer les femmes qui étaient là pour gagner leur vie honnêtement, aux prisonniers (de la prison de Franco da Rocha, où provisoirement se faisait une partie du travail sous-traité pour la fabrication des ballons) qui eux sont obligés de faire ce travail et nous non, nous on travaille par nécessité sans que cela nous soit imposé hein ? »* Le fait qu'elle ait contesté a entraîné le licenciement de ses proches, d'où leur ressentiment à son égard. Elle travaille au sein de la coopérative vers la fin de la période de travail en sous-traitance pour des entreprises du Brás (travaillant deux mois pour gagner entre 39 et 40 reais) et aussi au début du contrat avec le gouvernement (Ministère des sports). Pendant cette période, elle est arrivée à gagner 950 reais pour 15 jours de travail à la tâche (production « à la chaîne » est de 1000 tee-shirts par jour). Avec un collègue de travail (agent de sécurité), lui aussi licencié, et les membres de sa famille, elle a intenté un procès contre les directeurs de la

coopérative. Elle a eu gain de cause mais pas sa sœur ni sa belle-sœur) en dénonçant y compris l'absence d'assemblées et la forme de paiement mais elle n'a pas reçu « ses droits » qui avaient été calculés à près de 4000 reais en 2006. Elle ne sait pas comment faire pour toucher cette somme. En 2008, elle a vendu sa maison du Nordeste pour acquérir le rez-de-chaussée d'une maison à étages face à la maison de sa mère, où elle vit avec ses deux fils (un de 16 ans et un de 25 ans qui était en fait un enfant qui lui avait été confié). La mère et la sœur ont un petit atelier de couture situé au rez-de-chaussée de leur immeuble où elles font du travail sous-traité. F. actuellement travaille à son compte. Elle achète le tissu, choisit le modèle, procède à la coupe à domicile avec ses fils et fait le travail de couture en partie dans l'atelier de la mère et de la sœur où elle possède une partie des machines. Les fils vendent les vêtements sur la « *feira da madrugada* » (le « marché du petit matin ») qui se tient dans le centre ville, en procédant de la manière suivante : ils entreposent la marchandise de façon permanente dans un box et ont une stratégie de vente pour éviter de payer la taxe, qui peut atteindre 4000 reais, pour l'utilisation d'un point de vente bien situé. Ils disent gagner plus de cette façon (en indépendant) en effectuant l'ensemble du processus de production et de distribution que dans un atelier de sous-traitance avec un ou plusieurs intermédiaires (même dans un contexte très incertain à cause de la politique de répression du commerce informel menée par le maire actuel G. Kassab). Elle a déjà travaillé pour diverses boutiques, dans l'atelier avec sa mère et sa sœur. Son plus grand souci est l'avenir de son plus jeune fils qui a arrêté l'école et travaille avec elle. Il vient de commencer à faire de la musique (du piano) dans un groupe lié à l'église évangélique de l'Assemblée de Dieu (« *Assembleia de Deus* »). Ses deux filles sont mariées (l'une a une fille) et habitent la même rue, dans un quartier résidentiel, fait de maisons, proche de l'association.

Anderson est un jeune travailleur que nous avons interviewé. Il a voulu nous rencontrer en dehors de son lieu de travail pour pouvoir dénoncer l'arbitraire, selon lui, d'ATRITO. À ses yeux « *ce n'est pas une vraie coopérative* » ou en d'autres termes « *ce n'est pas une coopérative normale* ». Anderson commence à travailler à 18 ans avec son frère sur des chantiers de construction, un travail qu'il n'aime pas car il est « *salissant* ». Il obtient son premier travail déclaré à l'hôpital de Sapopemba (un autre quartier de la périphérie de São Paulo) sur un emploi sous-traité comme chargé de l'accueil, une fonction qui exigeait un certain niveau scolaire. Puis il travaille dans le métro, toujours dans des activités de bureau ou comme guichetier. Il est recruté par l'association à travers une petite annonce parue dans le journal local (ce qui est totalement nié par la direction). Il présente une autre caractéristique : il n'habite pas à Cidade Tiradentes, mais dans un quartier proche, toujours dans la banlieue est. Il travaille à ATRITO dans la couture des ballons tout en touchant une assurance-chômage. Cet emploi provisoire lui convient parce qu'il n'est pas déclaré. Il était promoteur des ventes dans les supermarchés de la région mais à cause d'une mésentente avec son patron, il est licencié au début de l'année et en février, il est recruté par ATRITO où il reste jusqu'en mai. Au moment de l'entretien, il était en

train de quitter son travail. Il a voulu se servir de l'entretien, après s'être assuré que ceux qui le menaient n'étaient PAS du PCdoB, pour dénoncer les conditions de travail et démentir sur un certain nombre de points les dires du directeur de la coopérative. Heures supplémentaires non payées, décomptes injustifiés, obligation de participer aux fêtes organisées par le parti du ministre des sports, licenciements arbitraires de qui n'est pas d'accord ou des moins dociles, népotisme (des parents des dirigeants de l'entreprise recevaient des salaires contre aucun travail, par exemple) inégalités importantes entre les « *encarregados* », un mot qui n'était pas apparu jusque-là dans les entretiens, et les travailleurs, fiches de paie sans valeur officielle, absence d'informations sur les paiements, s'il est à la tâche, combien touche chaque travailleur, contrat de travail à domicile contre une rémunération très faible (2,50 reais pour la couture d'un ballon de football par exemple, un montant qui pouvait varier selon le travailleur). (...) Pour Anderson, le travail dans la coopérative peut intéresser « *les gens qui habitent là (...) parce qu'ils n'ont pas de frais de transport, ils n'ont qu'à sortir de leur maison. La majorité du personnel habite là, alors pour eux ça va bien, enfin réellement, ce serait bien si les patrons étaient corrects : la plupart sont des mères de famille et elles ne veulent pas quitter leur boulot parce qu'elles ont des enfants à charge* ». Il a aussi contesté les chiffres donnés par la direction. Il a affirmé qu'ils arrivaient à coudre et à imprimer 1 000 tee-shirts par jour en plus de la production d'autres articles. Pour lui, il est nécessaire que la police fédérale dénonce cette fausse coopérative. Comme il avait l'expérience de mener d'actions en justice pour des questions de travail, il a consulté une avocate qui a souligné les difficultés légales d'avoir gain de cause sans aucune preuve officielle (...).

Enfin, ce que dessinent les trajectoires de ces hommes et de ces femmes c'est la constitution d'un territoire productif³⁵ invisible, que ce soit au niveau de la reconnaissance des personnes/sujets dans leurs qualifications et leurs capacités ou sur le plan des forces sociales qui bénéficient de cette « réserve de main d'œuvre ». Ces « déclassés »³⁶ sociaux (retraités, dans le meilleur des cas, d'un âge bien plus élevé que celui qui définit une facile « employabilité » sur le marché du travail, des femmes, chargées de famille et dépendantes d'un travail à proximité de leur lieu d'habitation, des femmes d'une façon générale, des noir(e)s, d'anciens prisonniers) qui, bien que porteurs d'expérience professionnelle, de qualifications et de savoirs, représentent les travailleurs du nouvel ordre social. Ces exclus et ces reclus

³⁵ C'est ce qui ressort clairement de tous les entretiens réalisés auprès des travailleuses d'ATRITO. Pratiquement toutes avaient l'expérience du travail dans les ateliers de couture qui existent à Cidade Tiradentes dans les appartements ou les maisons de la COHAB et du CDHU. Cette caractéristique de territoire productif, distinct des quartiers ouvriers de la phase « fordiste » de l'industrie brésilienne, est donc fortement invisible. Le quartier apparaît encore comme une ville-dortoir ou un lieu de passage. ATRITO semble conférer de la visibilité à cette spécificité productive du quartier, comme au travail quotidien qui s'y effectue.

³⁶ En français dans le texte.

se différencient du reste de la « masse productive » des travailleurs car ils sont plus vulnérables sur le plan de la reconnaissance de leurs droits. Même ainsi, ils font preuve d'une capacité d'insoumission ; ils peuvent montrer qu'ils n'acceptent pas leur situation, refuser le degré d'exploitation auquel ils sont soumis, bien que ce refus ne se transforme pas en action collective et/ou en capacité de se constituer en sujets et de mettre en œuvre des pratiques qui politiseraient ces mêmes conditions de travail.

Conclusion

Une des questions qui parcourent ce texte concerne la façon étrange dont se combinent des éléments et des sphères pour aboutir à cette coopérative/association/ONG/entreprise dont la légitimité extérieure vient se superposer aux conditions de travail, de salaire, de silence imposé qui constituent le quotidien des travailleurs. La recherche d'un emploi, et surtout, comme certains entretiens l'ont clairement exprimé, d'un emploi proche du domicile, explique la permanence de certains travailleurs dans la coopérative/association/entreprise. Par ailleurs, les modes d'utilisation du travail, le silence sur les conditions de travail, l'opacité autour des questions de salaire et de production, la constitution de formes d'inégalités là où on s'attendrait à une plus grande égalité, font d'ATRITO un lieu d'exploitation, de spoliation dans lequel la privatisation du monde de la simple survie dépasse largement toute volonté de faire relever de l'ordre public l'action, la parole, la visibilité et la possibilité de constitution de sujets. Peut-être ce qui prédomine dans notre constat est-il le caractère subalterne et hétéronome des hommes et des femmes qui se soumettent à un travail se trouvant en dehors de tout arbitrage public, de toute expérience possible de politisation. Au contraire, c'est la dépolitisation qui garantit l'utilisation de ces formes d'exploitation dérégulée du travail, c'est elle qui avalise et rend fonctionnelle la condition de pauvreté et l'état de soumission.

Si l'on s'interroge sur l'origine et la dynamique de la constitution d'ATRITO, de nouvelles questions apparaissent ; l'une d'entre elles concerne les pratiques sociales qui aujourd'hui traversent les différentes positions du spectre politique brésilien. Il est indéniable que ce sont des pratiques qui visent l'amointrissement de la pauvreté et de la précarité. Mais il est aussi indéniable que le manque de promotion de meilleurs indices d'égalité favorise la reconfiguration de nouvelles inégalités, de nouvelles formes d'exploitation. Par exemple, sous couvert de programmes sociaux axés sur des populations cible comme les enfants et les adolescents, ou encore destinés à l'inclusion sociale à travers la création d'emplois et de revenus, ce qui se passe en réalité c'est la constitution de masses de

manœuvre électoralistes, prises dans les mailles de la « petite politique »³⁷ ou des vieilles logiques de clientélisme, avec leur propre subalternité, et de favoritisme. Il s'agit ainsi d'un mode associatif qui se constitue en opposition à la mobilisation et à l'organisation publiques et politisantes même s'il obtient l'aval nécessaire à la mise en place d'un ensemble d'appuis et de partenariats avec de larges secteurs du gouvernement Lula.

Il convient encore de s'interroger, face à cet exemple, qui reste particulier sans être unique, sur les formes de mobilisation « alternatives » de la société civile, sur les relations entre les dimensions participatives et délibératives de notre sphère démocratique, si jeune et si fragile. Quelles sont les questions que soulève cet exemple sur les formes de mobilisation et d'organisation de la société civile ? Quelles articulations se nouent entre l'État, dans ses divers lieux, la société civile et le marché ? Comment interpréter les formes de participation citoyenne plus ou moins formalisée du moment où une partie des anciennes oppositions au régime militaire – le Parti des Travailleurs- a eu accès au pouvoir avec l'élection du président Luís Inácio Lula da Silva en 2002 et sa réélection en 2006 et qu'une fraction non négligeable des mouvements de revendications (sur le logement, la santé, l'éducation, etc.) s'est reconvertie en base politique en se liant à la sphère du politique ?

Pour élaborer une lecture qui privilégie des dynamiques collectives plus situées, comment penser ce cas à la lumière des déplacements de frontières entre les éléments qui favorisent l'orientation vers le public ou ceux qui privilégient le privé, en localisant les changements dans le temps et l'espace en termes de publicisation ou de privatisation des relations sociales ?

Cette lecture ferait apparaître, transcendant la pure subordination, un ensemble de désaccords et de conflits, qui pourtant n'arrivent pas à rompre les limites de ce qui est privé ; or l'association est née de pratiques orientées vers le secteur public autour de l'action de l'État, de la question du logement et de la production d'un habitat social. Historiquement, sur un certain nombre de points analysés (logement, travail, travail social, associations, aides sociales, activités de contrôle social et politique), c'est un univers de relations privées, avec leur arbitrage et leurs déploiements, qui prend de l'importance. Avec la constitution de 1988, un premier pas a été fait vers la publicisation et la régulation par l'État de quelques-uns de ces thèmes, comme la santé avec l'institutionnalisation irréversible du système universel de santé (SUS) et la formalisation d'objets de lutte comme la généralisation du Programme Santé familles et la création de la catégorie d'agents communautaires de santé (ACS). Dans d'autres sphères (logement,

³⁷ La « petite politique » selon Gramsci est le royaume de l'instrumentalisation, de la politicaillerie, de jeu pur tandis que la « grande politique » est le lieu où se confrontent hégémonie et possibilités de contre-hégémonie.

transport), ces « acquisitions » en termes de droits ont été plus partielles. De fait, il serait nécessaire d'analyser cas par cas chacun de ces points.

Sur le plan du travail, l'instauration progressive et par secteurs des caractéristiques d'une société salariale a coïncidé au Brésil avec la mondialisation des échanges et la généralisation du régime néolibéral des années 1990. Un contexte hybride est né de l'impact de dynamiques contradictoires, celle de la publicisation d'un certain nombre de domaines ou champs, avec l'émergence de leur réglementation par l'État et l'institutionnalisation de droits (travail, logement, éducation, etc.) et celle de la privatisation de secteurs de l'économie et de services antérieurement offerts ou dominés par l'État (télécommunications, électricité, transport, mais aussi santé et éducation). Il est difficile de classer les différents cas où les processus de mobilisation puissent être vus sous un angle unilatéral. C'est pour cette raison que nous proposons deux pôles d'interprétation qui délimitent un champ de possibles. Ainsi, dans un contexte perçu comme celui de la « décentralisation du pouvoir » et du « pluralisme politique » et à partir de l'ouverture des frontières entre les sphères du public et du privé, il est possible d'interpréter cet ensemble d'actions hétérogènes liées au champ de l'économie sociale et solidaire, au « Tiers secteur », au « nouvel associacionisme » comme une forme de mobilisation citoyenne et d'appropriation de la politique qui, potentiellement, est porteuse de nouveaux sens. Par ailleurs, le choix des horizons offerts par l'État providence, la redistribution de ressources réduites et axées sur des « populations cible » et la création de nouveaux mécanismes d'accès à ces ressources peuvent être soumis à une autre lecture. Il peut s'agir en effet d'une forme de déresponsabilisation de l'État, une manière de privatiser et/ou de sous-traiter des services publics (éducation, santé, transport) dont l'offre se réduit tandis que se créent de nouvelles inégalités. Une telle tendance peut déboucher sur la création ou la rénovation de relations clientélistes aptes à négocier l'accès à des ressources qui se raréfient.

À la vision européenne qui s'élabore sur des expériences passées et qui tend à détecter les insuffisances du service public, ses rigidités ou son incapacité à s'adapter au cas particulier, la situation du Brésil offre un contrepoint : on y trouve une interprétation inverse où est revendiquée une plus grande implication du public même si l'État et ses opérateurs sont toujours capables d'agencer indûment des avantages injustifiés, de commettre des abus de pouvoir. Le fonctionnement des institutions démocratiques n'est pas considéré comme fiable, dans un contexte où les médiations entre la société et l'État, sont fragiles, si ce n'est absentes³⁸.

³⁸ CF. Misse, 1997, une fois encore approprié d'une façon un peu libre : « *Tout se passe comme s'il n'existait pas de médiation entre Société et État, qui est constituée par différentes unités collectives de solidarité d'intérêts. Individus qui travaillent pour l'État-Patron,*

Dans ce contexte contradictoire et ambigu, notre propos a été d'essayer de comprendre quelques dynamiques actuelles, leurs niveaux de formalisation et d'inscription dans la réalité.

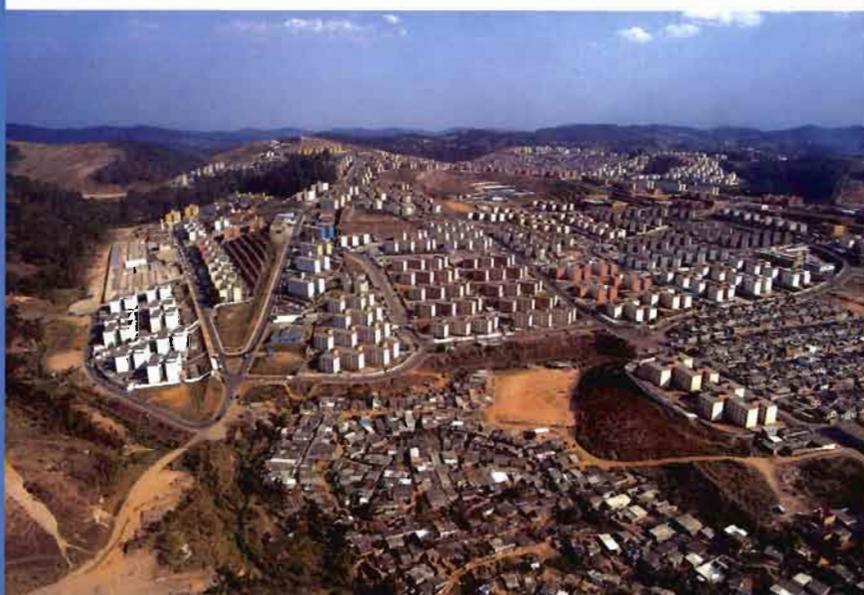
individus qui " attendent de " l'État-providence, individus qui " privatisent " les fonctions de l'État-riche, individus qui " fuient " l'État-persécuteur. L'État est représenté et perçu comme " fort " et les individus comme des " orphelins ". »

Références bibliographiques :

- Becker, H.S., *Outsiders: studies in the sociology of deviance*, New York et Glencoe: The Free Press, 1963.
- Bonduki N., *Origens da Habitação Social no Brasil. Arquitetura Moderna, Lei do Inquilinato e Difusão da Casa Própria*, São Paulo : Estação Liberdade, 1998.
- Cabanes, R., Georges, I., Rizek, C., Telles, V. da Silva (orgs.), *Saídas de emergência. Perder/ganhar a vida em São Paulo*. São Paulo : Boitempo Editorial, 2011.
- Cabanes R., Telles, V. (org.), *Nas tramas da cidade*, São Paulo : Humanitas/IRD, 2006.
- C. E. M. - Centro de Estudos da Metrópole, “Associativismo e Redes Sociais Condições de acesso a políticas sociais para populações de baixa renda”, Relatório de trabalho, mars 2008.
- Fix, M., *Parceiros da Exclusão*, São Paulo : Boitempo, 2001.
- Foucault, M., *O Poder Psiquiátrico*. São Paulo : Martins Fontes, 2006.
- _____, *Naissance de la Biopolitique*. Paris : Gallimard/Seuil, 2004.
- Georges, I., Leite, M. de Paula (orgs.), *Novas configurações do trabalho e Economia solidária*. São Paulo : Annablume, 2012.
- Misse, M., *As ligações perigosas: mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio.*, *Contemporaneidade e Educação*, V. 1, N° 2, (pp. 93-116), 1997.
- Souza, M. V. De – *Transformações recentes no Extremo Leste de São Paulo: Itaim Paulista e Cidade Tiradentes* ; Texte de qualification au doctorat présenté au Programme de Post-Graduation en Architecture e Urbanisme de l’Ecole d’Ingénierie de São Carlos – USP, São Carlos, 2007.

Coordonné par
Isabel GEORGES et Marcia de Paula LEITE

**LES NOUVELLES CONFIGURATIONS
DU TRAVAIL ET L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE AU BRÉSIL**



L'Harmattan

LOGIQUES SOCIALES

Coordonné par
Isabel GEORGES et Marcia de Paula LEITE

**Les nouvelles configurations du travail
et l'économie sociale et solidaire
au Brésil**

Traduction du Portugais : Hélène Le Doaré

L'Harmattan

© L'HARMATTAN, 2012
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-336-00511-9
EAN : 9782336005119